

# VEILLE STRATÉGIQUE INTERNATIONALE

L'actualité mondiale en quelques points

DÉFINSEEC



NUMÉRO 45 - MI AVRIL 2023



# SOMMAIRE

---

3

## EUROPE

*par Kevin BREGENT, Bastien POULIQUEN et Pierre BONNEMAISON*  
*- correction par Bastien POULIQUEN*

---

6

## MOYEN ORIENT

*par Amandine PRINTZ, Alexis TOESCA, Louis PICOULEAU*  
*- correction par Louis PICOULEAU*

---

9

## AFRIQUE

*par Lisa BOS, Henri GERSTER*  
*- correction par Neary VONG*

---

12

## ASIE

*par Baptiste POULARD, Charly HURIER*  
*- correction par Charly HURIER*

---

15

## AMÉRIQUES

*par Clément LE LANDAIS, Blanche ARMINJON, Victoire LE GALL*  
*- correction par Clément LE LANDAIS*

---

18

## AEROSPACE & CYBERSECURITY

*par M.A*  
*- correction par Jade DELHAYE*

---

20

## ARMEMENT

*par Loris CORNUAULT*  
*- correction par Neary VONG*

---

## RÉDACTRICE EN CHEF ET CORRECTION

*Neary VONG, correction avec Louis PICOULEAU*

## MISE EN PAGE

*Emma ROLLAND DE RENGERVÉ*

## L'ARMÉE ALLEMANDE RÉFORMÉE

Dans un contexte géopolitique marqué par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'Allemagne, sous l'impulsion du chancelier Olaf Scholz, s'est engagée dans une profonde réorganisation de ses forces armées. Cette réforme, annoncée par le ministre de la Défense Boris Pistorius le jeudi 4 avril, vise à remédier aux difficultés rencontrées par la Bundeswehr, notamment en termes de financement et de préparation opérationnelle. L'objectif principal de cette réorganisation est de rendre les forces armées allemandes "prêtes pour la guerre", en mettant en place une nouvelle structure d'armée dès cet automne. Parmi les changements majeurs, on note la simplification de la chaîne de commandement, avec la création d'un centre de direction des opérations unique, regroupant les centres de commandement précédemment divisés entre la défense extérieure, intérieure et territoriale. Ce nouveau centre servira de point de contact opérationnel central pour l'OTAN, l'UE et les autorités allemandes chargées des tâches de sécurité. Un autre pilier de cette réforme est la promotion du département cyber et numérique au rang de quatrième sous-force à part entière, aux côtés de la marine, l'armée de l'air et les forces terrestres. Cette décision reflète l'importance croissante accordée au cyberspace en tant que théâtre d'opérations, et s'inscrit dans la lignée de la création du Commandement Cyberspace et Information (KdoCIR) en 2017. Ce commandement, chargé de la protection des réseaux informatiques et des systèmes d'armes de la Bundeswehr, devrait compter 16.000 militaires et civils. Ces réformes, saluées par certains experts en sécurité comme Joachim Weber, vont dans le sens d'une simplification et d'une clarification des structures militaires allemandes. Toutefois, des voix s'élèvent pour rappeler que la préparation des forces armées à la guerre dépendra également des ressources allouées. Carlo Masala, de l'université de la Bundeswehr à Munich, estime ainsi que ces nouvelles structures ne constituent qu'une petite contribution à l'effort global.

Il convient de noter que ces annonces sont peut-être une première forme de réponse aux frustrations exprimées par le chef de l'armée allemande en février 2022, le lieutenant général Alfons. Mais, quant à la longue négligence en matière de préparation militaire de son pays : *"La Bundeswehr, l'armée que j'ai l'honneur de commander, se tient là plus ou moins les mains vides. Les options que nous pouvons proposer au gouvernement pour soutenir l'alliance sont extrêmement limitées"*. Le ministre de la Défense lui-même, Boris Pistorius, avait fait le constat suivant au mois de février 2023 : *"Nous n'avons pas de forces armées aptes à la défense, c'est-à-dire capables de résister à une guerre d'agression menée brutalement"*. En somme, la réorganisation des forces armées allemandes s'inscrit dans une volonté de renforcer la défense européenne et de répondre aux nouveaux défis géopolitiques, en particulier dans le domaine du cyber et du numérique. Toutefois, la question des ressources et du financement reste cruciale pour assurer l'efficacité opérationnelle de la Bundeswehr.



Kevin BREGENT



## ELECTIONS EN CROATIE : VICTOIRE CONSERVATRICE

Appelés à s'exprimer dans les urnes ce mercredi 17 avril, les électeurs croates ont reconduit le HDZ (parti conservateur s'étendant du centre-droit à la droite nationaliste) du Premier Ministre Andrej Plenkovic, opposé au SDP (sociaux-démocrates) du Président Zoran Milanovic. Selon les premiers sondages parus, sur les 151 sièges du Parlement, le HDZ en obtiendrait 59 (en recul comparativement à 2020), le SPD 43, et pour compléter le tableau le mouvement Homeland (droite nationaliste), le Mozemo (parti de gauche écologiste), et le Most (ultra-conservateur) avec chacun moins de 15 sièges. Le processus de création d'une majorité s'annonce donc difficile, et laisse présager d'intenses négociations.



Loin d'être de tout repos, la campagne électorale s'est polarisée autour de la candidature surprise comme Premier Ministre de l'actuel président Milanovic, annonçant sa démission dans le cas d'une victoire. Homme politique à la forte popularité, il a rapidement rebouché le trou dans les sondages et concurrencé le HDZ. Néanmoins, la Constitution croate affirme la nécessité pour le Président de ne présenter sous aucun prétexte un parti pris politique. C'est pourquoi le 18 mars, la Cour Constitutionnelle a finalement pris la décision de condamner cette initiative en tant que manœuvre inconstitutionnelle, condamnation que Zoran Milanovic a décidé d'ignorer, accusant ces derniers de travailler pour ses opposants. Interrogé sur la question, Andrej Plenkovic a répondu : *"J'essaie de minimiser les effets négatifs des actes anticonstitutionnels commis par le président. La Cour constitutionnelle n'aurait pas pu être plus claire. Pour nous, c'est la continuation d'un comportement très étrange, pour être très poli"*. Cette prise d'initiative s'inscrit dans un climat politique difficile, marqué par la démission pour cause de corruption de près de 30 ministres sur les deux derniers mandats du Premier Ministre pro-européen Plenkovic. Il est tout de même à noter un taux de croissance du PIB de 2,8% sur l'année 2023 (bien au devant de la moyenne européenne). Néanmoins, flirtant avec les affres du populisme, la Croatie devra faire face dans les prochains mois à une instabilité politique constante, avant que l'espoir d'une sortie de crise ne puisse être envisagée.

Bastien POULIQUEN



## L'ACCÉLÉRATION DES TENSIONS ENTRE LA FRANCE ET LA RUSSIE

Depuis le déclenchement de l'offensive russe en Ukraine, les relations entre la France et la Russie ont atteint un niveau de crispation sans précédent, marqué par une escalade verbale et une fragilité croissante du dialogue diplomatique. Les récents échanges entre les ministres français et russes de la Défense ont mis en lumière des divergences profondes, alimentant une guerre des mots entre les deux nations. Les déclarations d'Emmanuel Macron évoquant l'éventuel envoi de troupes occidentales en Ukraine ont ajouté une nouvelle dimension à cette confrontation verbale, qui a rapidement fait réagir le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov : « *Ce n'est absolument pas dans l'intérêt de ces pays. Ils doivent en être conscients* ». Avec cette annonce, la France, se positionne avec fermeté face à l'agression russe en Ukraine. Cette situation découle également du virage pris par la France, encore très conciliante dans un passé proche. Moscou perçoit cette évolution comme une menace directe à ses ambitions géopolitiques, intensifiant ainsi sa propagande anti-française très présente sur les réseaux sociaux. Par ailleurs, les relations diplomatiques et économiques entre la France et la Russie se sont considérablement détériorées ces dernières années.

La réduction du personnel diplomatique français en Russie et le départ de nombreuses entreprises françaises du territoire russe, cumulés aux nombreuses sanctions économiques mises en place par la France et l'Union Européenne, ont marqué un recul significatif des échanges bilatéraux entre les deux pays. Cette situation met en évidence l'urgence d'une désescalade et d'un retour à un dialogue constructif pour préserver la stabilité régionale et internationale. Malgré plus d'un an sans dialogue direct entre Emmanuel Macron et Vladimir Poutine, une conversation a eu lieu entre le ministre français des Armées, Sébastien Lecornu, et son homologue russe, Sergueï Choïgou, le mercredi 3 avril. La raison de cet appel étant liée à la lutte contre le terrorisme, suite à l'attentat tragique survenu au centre Crocus, en périphérie de Moscou, le 22 mars dernier, ayant causé la mort de 144 personnes.



Cependant, les comptes-rendus de cet appel diffèrent entre les deux pays. Alors que la France met en avant les discussions sur la lutte antiterroriste, le ministre russe évoque un dialogue concernant l'Ukraine. Cette déclaration a été rapidement démentie par le gouvernement français, qui a nié toute mention d'éventuels pourparlers sur le sujet lors de l'appel. L'échange téléphonique a été largement relayé par les médias russes, qui ont également rapporté les propos du ministre russe exprimant des doutes sur l'implication des services de sécurité français dans l'attentat. Face à ces allégations, Emmanuel Macron a déclaré le lendemain qu'il s'agissait d'une manipulation de l'information. Dans ce contexte de tensions exacerbées, la France cherche à maintenir une position ferme face à l'agression russe en Ukraine tout en continuant de promouvoir le dialogue et la recherche de solutions diplomatiques. La résolution pacifique des différends restant toujours l'objectif central de la diplomatie.

Pierre BONNEMAISON

# MOYEN-ORIENT

## L'IRAN ATTAQUE ISRAËL

Dans la nuit de samedi à dimanche, la République Islamique d'Iran a lancé sa première attaque directe contre Israël depuis 1979, date de la révolution islamique. Cette opération baptisée "*promesse honnête*" se veut être une réponse aux frappes qui ont touché le consulat iranien à Damas dans lesquelles 7 membres des Gardiens de la révolution ont été tués le 1 avril dernier. L'Iran a attribué ces frappes à Israël qui a procédé à plusieurs frappes en Syrie et au Liban dans le cadre de la guerre avec le Hamas, débutée le 8 octobre 2023. Parallèlement à l'attaque lancée par l'Iran, le Hezbollah libanais et les houthis yéménites, milices proches de Téhéran, ont également envoyé des drones et missiles sur des cibles israéliennes.



Si pour l'instant seul des dégâts mineurs et une blessée israélienne sont à déplorer, la communauté internationale ne craint que ces frappes ne soient le début d'une escalade régionale. Une réunion du Conseil de sécurité des Nations Unis ainsi que des membres du G7 a été convoquée en urgence pour tenter d'apaiser les tensions. Pour Téhéran, l'incident est clos et affirme ne pas chercher l'escalade mais juste à appliquer son droit à la légitime défense après l'attaque du 1er avril. De son côté, Israël a demandé que des sanctions soient prises contre l'Iran après une nouvelle tentative de déstabilisation de la région. Le G7 s'est dit "prêts à prendre des mesures contre l'Iran" sans pour autant préciser lesquelles. L'enjeu de la communauté internationale est d'empêcher un embrasement du Moyen-Orient. Les condamnations de l'action iranienne contre Tel-Aviv ont été unanimes mais les Etats-Unis ont prévenu Israël qu'ils ne s'engageraient pas à leur côté en cas de riposte contre l'Iran, tout en précisant que l'arrêt de 99% des drones lors de l'attaque était une victoire suffisante.

Cependant, Israël se retrouve face à un dilemme: riposter ou faire le choix de la désescalade. Ennemi juré du régime iranien, une partie du gouvernement de Netanyahu semble vouloir faire le choix de la riposte en précisant qu'il s'agit de la survie d'Israël et de sa crédibilité qui sont en jeu. Mais le gouvernement israélien devra prendre en compte la fatigue de l'opinion publique face à la guerre à Gaza, le risque d'escalade régional, ainsi que l'abandon de ses soutiens occidentaux s'il choisit de riposter.

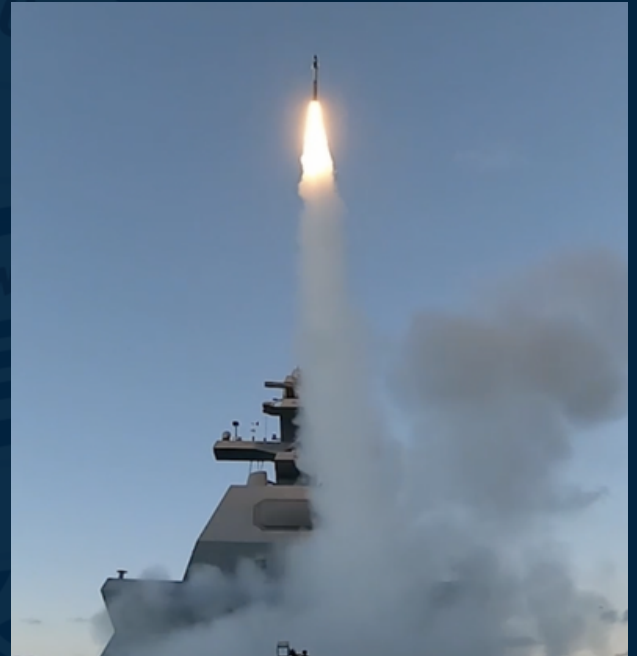
Amandine PRINTZ

# MOYEN-ORIENT

## LE DÔME DE FER : ÉLÉMENT CENTRAL DE LA STRATÉGIE DÉFENSIVE D'ISRAËL

Le 14 avril 2024, Tsahal a affirmé avoir intercepté 99% des tirs de l'attaque massive de drones et de missiles, lancée par l'Iran dans la nuit de samedi à dimanche. Une défense aérienne assurée en majorité par son "dôme de fer". Construit après la guerre du Liban en 2006, Israël a développé ce système de défense en coopération avec les États-Unis. Son objectif est de protéger les sites militaires et civils des tirs fréquents de roquettes en provenance de Gaza et du Liban. Ce système a depuis fait ses preuves avec un taux d'interception de 90 %, selon l'entreprise militaire Rafael. Depuis, sa mise en service en 2011.

Son fonctionnement repose sur trois parties principales : un système de détection radar, un ordinateur qui calcule la trajectoire de la roquette ennemie, et un lanceur qui tire un intercepteur si la roquette est susceptible de toucher une zone stratégique ou habitée. Sa portée est de 70 km. Il est complété par d'autres systèmes tel que l'Arrow pour contrer des missiles balistiques. Il est estimé qu'un intercepteur coûte environ 50.000 dollars. Quant au système complet comprenant le radar, l'ordinateur et quatre lanceurs, chacun contenant jusqu'à 20 intercepteurs, ce dernier avoisine les 100 millions de dollars pour sa production, le pays en possède 10. Ce système n'est pas dissuasif puisqu'il n'a pas empêché les attaques aériennes du Hamas, du Hezbollah et de l'Iran, mais efficace d'un point de vue opérationnel.



Pourtant, malgré son efficacité, le dôme de fer peut être mis à l'épreuve et être submergé. Selon le média américain CNN, plus de 70 drones et trois missiles balistiques ont été interceptés par des navires et des avions militaires de la marine US. La Jordanie et la France ont également participé à contrer cette attaque. Le dôme de fer seul n'aurait pas pu intercepter 99 % de l'armada iranienne sans l'aide de ses alliés. De plus, le Hezbollah et l'Iran libanais pourraient mettre ce système en échec car ils possèdent des centaines de milliers de roquettes. Israël, conscient d'une possible submersion de son système anti-aérien, vise à développer son système de défense antiaérien. En effet, mardi 9 avril, l'armée israélienne a annoncé avoir pour la première fois déployé son nouveau système de défense "C-Dome", la version navale de son bouclier antimissile "Dôme de fer". Les forces navales ont intercepté une cible aérienne suspecte tirée par les rebelles yéménites Houtis. Ce système de défense vise à protéger les importants gisements gaziers du pays en méditerranée orientale, qu'elle compte exploiter. En somme, le dôme de fer constitue une des stratégies de défense opérationnelle les plus efficaces au monde, même si elle peut être possiblement submergée par une attaque aérienne de grande envergure.

*Alexis TOESCA*



# MOYEN-ORIENT

## DES PLUIES TORRENTIELLES PIÈGENT LES ÉMIRATS DU GOLFE ET PARALYSENT DUBAÏ DANS UN CHAOS EXCEPTIONNEL

Depuis mardi 16 avril, les Emirats arabes unis, ainsi que le Bahreïn, le Qatar, et Oman sont touchés par des pluies torrentielles. Ces précipitations, les plus importantes jamais enregistrées aux Emirats depuis le début des relevés en 1949, ont provoqué de fortes inondations bloquant de surcroît l'important trafic aérien de Dubaï. Ces pluies records, enregistrées à plus de 254 millimètres dans certaines régions des Emirats, l'équivalent de près de deux années de précipitations, expliquent les disfonctionnements qui en découlent au sein de l'une des villes les plus fortunées de la planète. Dubaï a ainsi dû bloquer des autoroutes, fermer des écoles, et arrêter de nombreuses heures le trafic aérien.

Selon l'agence de presse officielle WAM, le président des Emirats, cheikh Mohammed ben Zayed al-Nahyane, a ordonné aux autorités *"d'examiner rapidement l'état des infrastructures à travers le pays et de limiter les dégâts causés"*. Pays désertique, les Emirats arabes unis ne sont pas coutumiers des fortes pluies, relevant ainsi cet épisode comme une situation *« horrible »* selon WAM. De nombreuses habitations ont ainsi été privées de courant, tandis que des voitures abandonnées continuaient de flotter dans certains quartiers. L'Etat fédéral a donc dû loger les familles touchées par des inondations en les déplaçant vers des *« endroits sûrs »*. En parallèle des dégâts matériels aux Emirats, Oman est endeuillé par la perte de 19 personnes, dont plusieurs enfants.



De manière plus scientifique, ces évènements sont perçus par la communauté scientifique comme la conséquence du changement climatique provoqué par l'homme. Selon Maryam Al Shehhi, du Centre national de météorologie, les *« terrains désertiques nt besoin de plus de temps que les autres pour que l'eau s'y infiltre. La quantité de pluie tombée était trop importante pour être absorbée »*.

Louis PICOULEAU

# AFRIQUE

## ZAMBIE : DES VISAGES D'ENFANTS MARQUÉS PAR LA FAIM

La Zambie, pays d'Afrique australe, est en proie à une crise alimentaire d'une ampleur importante. La sécheresse dévastatrice causée par El Niño, provoquant une hausse des températures mondiales aggravée par le changement climatique, a décimé la moitié des récoltes, plongeant ainsi plus d'un million d'enfants dans la faim. Cette situation plus qu'alarmante, rapportée par l'ONG "Save the Children", vient mettre en lumière les conséquences dramatiques de l'insécurité alimentaire sur les enfants, telles que la malnutrition aiguë et chronique, le retard de croissance, les troubles cognitifs, et l'absentéisme scolaire, pouvant aller jusqu'au décès de l'enfant. Au-delà des souffrances individuelles, cette crise menace gravement le développement de la Zambie. La malnutrition infantile risque d'avoir des effets néfastes à long terme sur la santé et la productivité de la population future, hypothéquant ainsi l'avenir du pays. Face à cette urgence humanitaire, le gouvernement zambien et les organisations humanitaires ont lancé des appels à l'aide à l'échelle internationale pour mobiliser des fonds et réclamer de l'aide alimentaire.

Cependant, il faut aller au-delà des conséquences immédiates à court terme et envisager de trouver des solutions durables pour pouvoir briser le cycle de la faim en Zambie. La recherche de solution doit être la priorité du pays, afin de pouvoir trouver un équilibre sur la longue durée et ainsi préserver la santé de la population. L'investissement dans le développement agricole et la sécurité alimentaire s'avère donc crucial pour garantir la résilience du pays face aux aléas climatiques, pour lutter contre la sécheresse et assurer une alimentation adéquate à sa population, en particulier aux enfants, qui sont les plus affectés et par conséquent les plus vulnérables.



Cette famine présente également des risques pour la sécurité et la défense du pays. La faim et la frustration peuvent alimenter des tensions sociales et des troubles civils, tandis que la dégradation des conditions de vie peut pousser les individus vers la criminalité. En effet, les enfants mal nourris et vulnérables sont plus susceptibles d'être recrutés par des groupes armés non étatiques, fragilisant donc les forces de sécurité et la stabilité du pays. En protégeant les enfants et en assurant la sécurité alimentaire, la Zambie peut non seulement sauver des vies mais aussi s'engager sur la voie d'une stabilité et d'un développement durable.

La lutte contre la faim en Zambie est un défi majeur qui exige une mobilisation nationale mais également internationale. La protection des enfants et leur accès à une alimentation nutritive doivent être au cœur des efforts de réponse à la crise actuelle et des stratégies de développement à long terme.

*Lisa BOS*



# AFRIQUE

## UN AN DE GUERRE AU SOUDAN : UNE CONFÉRENCE HUMANITAIRE ORGANISÉE À PARIS ET UN PAYS ENFONCÉ DANS LA GUERRE CIVILE.

Alors que s'est tenue lundi à Paris une conférence dédiée à la situation humanitaire au Soudan, le pays ravagé a atteint la date anniversaire d'un an de conflit. Cette conférence organisée à l'initiative de la diplomatie française visait à trouver une issue rapide à la situation humanitaire dans le pays, la plus grave au monde selon l'ONU. Si aucun des 2 belligérants de ce conflit n'était convié autour de la table, au grand désarroi du gouvernement soudanais, la conférence a tout de même permis de récolter près de 2 milliards de dollars dédiés à l'aide humanitaire dont la population soudanaise a urgemment besoin. Ces fonds, principalement en provenance des pays européens ne couvrent cependant que la moitié des besoins actuels chiffrés par l'Organisation des Nations Unies.

Alors que le pays s'enfonce dans la crise, retour en arrière sur 1 an de guerre civile au cœur du Soudan:

Les origines de la crise actuelle remontent à 2019, année de la chute du dictateur Omar Al-Bachir. Les espoirs d'une transition démocratique alliant société civile et Armée autour du général Al-Burhan se forment. Cependant, le pays rebascule dans la dictature 2 ans plus tard en 2021 lorsque le général déclenche un coup d'état.



Le nouveau pouvoir en place est rapidement contesté par un autre haut gradé soudanais, le Général Mohamed Hamdan Dogolo « Hemetti ». Ancien allié du chef d'État et à la tête d'une puissante unité paramilitaire nommée « Forces de Soutien Rapide » (FSR), le Général Hemetti tente un coup d'état le 15 avril 2023 en prenant d'assaut la capitale Khartoum. Appuyé par ses forces mobiles lourdement armées, le Général Hemetti enchaîne les succès à Khartoum comme dans le reste du pays.

Face à cette offensive terrestre d'ampleur, les Forces Armées Soudanaises (FAS) font usage de leur aviation majoritairement soviétique pour pilonner les positions et les colonnes des FSR. Après plusieurs mois de combats et un front mouvant, la situation militaire semble se stabiliser et les FAS reprennent l'initiative tactique dans certaines localités sans pour autant modifier la situation stratégique. L'implication de puissances étrangères dans ce conflit complique encore l'équation de la crise en cours. La milice Wagner apporte un soutien logistique aux FSR en échange de l'exploitation de mines d'or tandis que le gouvernement central peut compter sur l'appui de commandos ukrainiens qui combattent indirectement la Russie dans ce conflit. Alors que s'ouvre la deuxième année de guerre civile au Soudan, les victimes civiles se comptent par dizaines de milliers, les réfugiés par millions et les crimes de guerre se multiplient sur une population civile instrumentalisée par les belligérants. Si la conférence qui s'est tenue à Paris a permis de récolter des fonds pour atténuer la crise humanitaire en cours, les pourparlers de paix sont au point mort et un retour à l'ordre dans le pays semble largement hors de portée à l'heure actuelle.

*Henri GERSTER*



## LA JUNTE MILITAIRE BIRMANE PERD DE NOUVEAU LE CONTRÔLE D'UNE IMPORTANTE VILLE FRONTALIÈRE

Depuis le coup d'état du 1er février 2021 par l'armée birmane et la mise en place d'une junte militaire au dépend d'une démocratie encore fragile, la guerre civile birmane opposant les nombreuses ethnies minoritaires au gouvernement central a regagné en intensité et menace aujourd'hui sérieusement la junte. La prise de Myawaddy, principale ville frontalière avec la Thaïlande, par les forces rebelles de l'Union Karen représente un tournant majeur.

Depuis plusieurs mois, les différents groupes rebelles combattant la junte militaire installée à Naypyidaw ont réussi à prendre le contrôle de nombreux points stratégiques, notamment aux frontières du pays, et infligent des pertes significatives à la junte. En entravant ces axes de communications avec l'extérieur, c'est avant tout l'économie birmane qui est touchée, affaiblissant son effort de guerre. La prise de la ville de Myawaddy, et son importante route, représente la perte de plus d'un milliard de dollars en commerce, suite d'une série s'étendant aux autres frontières du pays, celle avec l'important partenaire chinois notamment. Au-delà d'une perte économique, l'armée birmane semble de plus en plus dans une position de déroute, poussant la junte à mettre en place une conscription obligatoire, très impopulaire, au sein de la jeunesse birmane. La poussée rebelle atteint une proportion telle que plusieurs attaques de missiles ont été lancés contre la capitale Naypyidaw, résultat d'une avancée conséquente, presque aux portes de la capitale.

Cette position de force des groupes rebelles est cependant à relativiser. Les frappes sur Naypyidaw restent d'une efficacité limitée, ces groupes rebelles menant avant tout une guérilla dans les campagnes où vivent les ethnies qui les composent. Aussi, parce que ces ethnies ne coopèrent pas toujours ensemble. Dans l'état Karen, les responsables de l'Union Karen admettent que sans une meilleure cohésion de la résistance, les résultats positifs comme la prise de Myawaddy n'ont qu'un effet limité, de nombreux autres canaux reliant la junte au monde extérieur. À commencer par son partenariat croissant avec la Chine qui développe ses projets sur l'Océan Indien, à l'image du port de Kyaukpyu.



Reste à savoir comment ces pays riverains réagiront face à ces évolutions nouvelles. La Thaïlande a pour le moment autorisé les autorités birmanes de la junte à organiser une évacuation de la ville par son territoire, sans autoriser le retrait de soldats sur son sol néanmoins.

*Baptiste POULARD*

## LA CORÉE DU NORD TESTE AVEC SUCCÈS UN MISSILE HYPERSONIQUE DE LONGUE PORTÉE

Le gouvernement nord-coréen a annoncé avoir procédé à l'essai concluant d'un missile hypersonique de moyenne, à longue portée, marquant une avancée significative dans ses capacités militaires. Kim Jong-un a déclaré que cet essai représentait une étape importante dans la quête de Pyongyang pour se doter de missiles diversifiés et sophistiqués. L'agence de presse KCNA affirme que ce missile, équipé d'une ogive hypersonique, démontre la détermination du pays à renforcer sa dissuasion militaire. Le test, supervisé personnellement par Kim Jong-un, a été salué comme ayant une "valeur stratégique militaire importante" par KCNA.

La Corée du Nord a déclaré avoir atteint son objectif de développer des missiles à combustible solide, avec ogive contrôlée et nucléaire. Le missile testé, nommé Hwasongpho-16B, représente une nouvelle avancée dans les capacités balistiques du pays. L'armée sud-coréenne a rapporté que le missile a parcouru environ 600 kilomètres, tandis que KCNA a affirmé une portée d'environ 1 000 kilomètres, assurant qu'il n'a pas menacé la sécurité des pays voisins. Ce test survient dans un contexte où la Corée du Nord cherche à développer des technologies avancées, notamment dans le domaine des missiles hypersoniques à combustible solide. Ces avancées visent à contrer les systèmes de défense antimissiles des États-Unis et de la Corée du Sud, ainsi qu'à renforcer la capacité du pays à menacer les bases militaires régionales.

Les missiles hypersoniques, capables de voyager à des vitesses supérieures à Mach 5, représentent une menace sérieuse en raison de leur manœuvrabilité et de leur capacité à éviter les interceptions. En utilisant du combustible solide, leur déploiement devient plus rapide, réduisant ainsi les possibilités d'interception. Selon les analystes, le Hwasongpho-16B pourrait avoir une portée effective d'environ 3 000 kilomètres, offrant à Pyongyang une capacité de dissuasion significative contre les forces américaines déployées dans la région, y compris les porte-avions et les bases militaires.



L'annonce de ce test intervient dans un contexte de tensions régionales accrues. En mars, les États-Unis et la Corée du Sud ont mené des exercices militaires conjoints, suscitant la colère de Pyongyang, qui considère ces manœuvres comme des préparatifs à une invasion. En réponse au dernier test, le ministère sud-coréen de la Défense a mené un exercice aérien conjoint avec Washington et Tokyo, impliquant des bombardiers B-52H et des avions de chasse F-15K. Malgré les sanctions internationales et les pressions diplomatiques, la Corée du Nord continue de poursuivre activement ses programmes nucléaires et balistiques, affirmant sa volonté de renforcer ses capacités militaires pour défendre sa souveraineté.

*Charly HURIER*

## LES PHILIPPINES REFUSENT D'ÉTENDRE L'ACCÈS DES ÉTATS-UNIS À LEURS BASES MILITAIRES

Le président Philippin, Ferdinand Marcos Jr., a réaffirmé aujourd'hui que son administration ne prévoyait pas d'accorder aux États-Unis un accès accru à davantage de bases militaires dans le pays. Cette déclaration intervient dans un contexte de tensions croissantes en mer de Chine méridionale, où la présence militaire américaine est justifiée par les activités agressives de la Chine dans la région contestée

"Les Philippines n'ont pas l'intention de créer d'autres bases ou de donner accès à d'autres bases", a déclaré Marcos lors d'un forum avec des correspondants étrangers à Manille. Cette affirmation survient après que Marcos a autorisé l'accès des forces et des armes américaines à quatre bases militaires supplémentaires en 2022, portant ainsi le nombre total de sites accessibles à neuf, conformément à un accord de 2014. Le président philippin a souligné que la présence militaire américaine était une réponse directe aux actions agressives de la Chine en mer de Chine méridionale. Il a mentionné les incidents tels que l'utilisation de canons à eau et de lasers par les garde-côtes chinois pour dissuader les navires philippins, ainsi que les collisions et les blocages de pêcheurs philippins.



"Ce sont des réactions à ce qui s'est passé en mer de Chine méridionale, aux actions agressives auxquelles nous avons dû faire face", a déclaré Marcos. Il a également souligné l'importance de rendre publics ces incidents pour sensibiliser l'opinion internationale aux provocations chinoises. Marcos a également évoqué la question du Traité de défense mutuelle de 1951 entre les États-Unis et les Philippines, affirmant que celui-ci pourrait être invoqué si un militaire philippin était tué lors d'une attaque étrangère. Cette déclaration intervient après que le président américain Joe Biden ait réaffirmé l'engagement des États-Unis à défendre leurs alliés du Pacifique lors d'un récent sommet avec Marcos et le Premier ministre japonais Fumio Kishida à la Maison Blanche.

Charly HURIER



# AMÉRIQUES

## RENFORCEMENT DE LA PRÉSENCE RUSSE AU NICARAGUA

Le nouveau centre de formation pour la "sécurité et l'ordre intérieur" sera entièrement géré par le ministère russe de l'Intérieur et rejoindra, entre autres, une station satellite, une école de police et des accords pour l'utilisation de l'énergie nucléaire. L'Assemblée nationale du Nicaragua a approuvé le 21 mars, en "situation d'urgence", le soi-disant *"Accord entre le gouvernement du Nicaragua et le gouvernement de la Russie sur la coopération dans le domaine de la reconversion et du perfectionnement professionnel dans le domaine de l'activité policière."* Selon l'avis des analystes de la sécurité, cet accord fait partie d'un " *système avancé de renseignement et d'espionnage* " que la Russie est en train de mettre en place au Nicaragua.



L'accord récemment approuvé par le parlement nicaraguayen pour la création du nouveau centre de formation accorde des privilèges étendus aux Russes pour sa gestion. Il aura la personnalité juridique nicaraguayenne et sera dirigé par le ministère russe de l'intérieur, par l'intermédiaire du personnel russe, qui jouira des mêmes privilèges que les diplomates étrangers accrédités dans le pays. Pour sa part, la Russie fournira des équipements, des technologies médico-légales, des ressources de formation technique, des publications et du matériel éducatif, scientifique et méthodologique et d'autres biens nécessaires.

En outre, elle fournira des enseignants au centre de formation et apportera un soutien financier et organisationnel à son fonctionnement. Cet accord, qui découle de la récente visite au Nicaragua du secrétaire du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, Nikolai Patrushev, vise à renforcer la formation académique et professionnelle de l'institution policière nicaraguayenne, avec des connaissances et des compétences que le centre de formation du côté russe peut fournir grâce à des compétences, des techniques, des expériences et des bonnes pratiques. Cela permettra une collaboration étroite pour faire face aux menaces à l'ordre public et à la sécurité dans le pays d'Amérique centrale.

*"Contrairement au centre de formation de la police inauguré au Nicaragua en 2017, qui était axé sur le crime organisé et notamment le trafic de drogue, celui-ci est axé sur l'ordre et la sécurité intérieurs. Son champ d'action est donc beaucoup plus large"*, dit un expert en sécurité interrogé par infobae.

L'expert en sécurité demande à considérer ce nouveau centre de formation et les autres projets russes d'implantation au Nicaragua, *"comme des éléments de tout un système de renseignement et d'espionnage que les Russes sont en train de mettre en place au Nicaragua"*.

Clément LE LANDAIS

# AMÉRIQUES

## L'ÉQUATEUR ET LE MEXIQUE AU CŒUR D'UNE CRISE DIPLOMATIQUE

L'Équateur est au cœur des polémiques depuis un raid à l'ambassade du Mexique à Quito. L'opération, ayant pris place le vendredi 5 avril, visait à arrêter l'ancien vice-président équatorien Jorge Glas. Ce dernier y était réfugié depuis décembre dernier, visé par un mandat d'arrêt pour détournement de fonds publics. Il avait déjà été condamné dans le passé à six ans de prison, en 2017 pour corruption. Il a cependant été libéré en 2022.



Cet évènement a été l'élément déclencheur d'une crise diplomatique sans précédents entre le Mexique et l'Équateur. La situation s'est enlisée à la suite de critiques sur l'élection présidentielle en Équateur en 2023. En effet, l'actuel président mexicain Manuel Lopez Obrador a accusé les autorités équatoriennes d'avoir « *exploité l'assassinat du candidat d'opposition Fernando Villavicencio* », favorisant ainsi l'élection de Daniel Noboa, candidat libéral. À la suite de l'assassinat de Fernando Villavicencio, le gouvernement équatorien déclare qu'il va procéder à l'expulsion de l'ambassadrice mexicaine à Quito. C'est dans ce contexte que le Mexique a accordé l'asile à Jorge Glas, réfugié dans son ambassade depuis plusieurs mois. Quito considère que cette décision est « illégale » et la qualifie d'« abus d'immunité et de privilèges accordés à une ambassade ». Le gouvernement équatorien parle même d'«ingérence ».

Le raid a provoqué la rupture des relations diplomatiques entre le Mexique et l'Équateur. Le Nicaragua a également suivi la décision mexicaine en rompant ses relations diplomatiques. Mexico qualifie cet acte de « *violation flagrante du droit international et de la souveraineté du Mexique* » et souhaite porter l'affaire devant la Cour Internationale de Justice. De nombreux gouvernements d'Amérique du Sud tels que le Brésil, le Venezuela et l'Argentine condamnent fermement cet acte. Ils invoquent la convention de Vienne qui prévoit l'inviolabilité des consulats et des ambassades.

La communauté internationale est alarmée par la situation. Les États-Unis encouragent les deux parties "à résoudre leurs différends dans le respect des normes internationales". La ministre des Affaires étrangères équatorienne Gabriela Sommerfeld a cependant affirmé « *Nous sommes ouverts au rétablissement des relations, dans le respect de la souveraineté de notre pays* ». Elle a également précisé que l'Équateur aurait subi des « provocations » et des « manquements répétés », en parlant des déclarations du président mexicain, remettant en cause la propriété libre et démocratique des élections équatoriennes. À l'heure actuelle, Jorge Glas a été transféré dans une prison de haute sécurité à Guyaquil.

Blanche ARMINJON

# AMÉRIQUES

## LA FRANCE ET LE BRÉSIL RENFORCENT LEUR PARTENARIAT DANS LE DOMAINE DE LA DÉFENSE ET DE L'ARMEMENT

Lors de la visite officielle du président français Emmanuel Macron au Brésil le 28 mars 2024, une lettre d'intention a été signée entre les deux pays pour étendre la coopération dans le secteur de la défense, avec la création d'un comité d'armement chargé d'identifier de nouveaux projets conjoints d'intérêt.

Cette coopération, fondée sur des bases à long terme, met l'accent sur la coopération industrielle, le transfert de technologie, la formation et l'apprentissage. Les deux pays ont convenu d'organiser des réunions annuelles axées sur les thèmes militaires pour assurer une coordination régulière et renforcer leur partenariat. Cette visite revêt également une importance particulière dans le contexte du partenariat sur les sous-marins. Les deux nations se félicitent des progrès du partenariat stratégique PROSUB dans le domaine des sous-marins.



Le Brésil, tout en consolidant sa flotte avec la réception du troisième sous-marin conventionnel, envisage également la possibilité d'acquérir un sous-marin à propulsion nucléaire, ce qui marquerait une avancée significative dans sa capacité de défense.

Les deux parties établissent un comité d'armement pour enregistrer de nouveaux progrès dans la coopération en matière d'armement, avec une première réunion prévue d'ici le 1er mai 2024. Le comité sur l'armement sera composé de représentants des ministères de la défense des deux nations. "Nous ferons un pas de plus dans cette relation fructueuse. Le comité assurera la poursuite des progrès de la coopération bilatérale et de l'échange d'informations dans le domaine de la politique industrielle de défense, en cherchant à identifier les synergies possibles des projets conjoints", a déclaré le secrétaire aux produits de défense du MD, Rui Chagas Mesquita. Les gouvernements se félicitent du succès du programme de coopération industrielle et de défense Brésil/France H-XBR pour le développement et la production d'hélicoptères militaires lourds H225M Caracal au Brésil.

Ce partenariat entre la France et le Brésil envoie des messages forts tant sur le plan diplomatique que stratégique. Pour la France, cela représente une opportunité de consolider sa position dans la région et de renforcer son influence en tant que fournisseur de technologies de pointe dans le domaine de la défense. Pour le Brésil, cela confirme son engagement à moderniser ses forces armées et à sécuriser ses intérêts nationaux, y compris ses vastes ressources maritimes.

Ce renforcement de la coopération entre le Brésil et la France dans le domaine de la défense et de l'armement représente donc une étape significative dans les relations bilatérales, avec des implications importantes pour la sécurité régionale et la dynamique géopolitique mondiale.

*Victoire LE GALL*



# CYBERSÉCURITÉ

## ENVIE DE COMBATTRE EN UKRAINE ? VÉRIFIEZ D'ABORD L'URL !

**Alerte à l'arnaque ! Un faux site internet incite les Français à s'engager en Ukraine**

Un site internet usurpant l'identité du ministère des Armées françaises circule actuellement, appelant les Français à s'engager pour combattre aux côtés de l'Ukraine. Le faux site reprenait la charte graphique du site officiel de l'armée Française, avec un bandeau et une légende en gros caractères.

Il proposait aux internautes de s'engager pour aller combattre en Ukraine, alors que la France n'y a pas déployé de troupes.



Le site est rempli d'erreurs. La page assure que les immigrés sont prioritaires, alors que la nationalité française est obligatoire pour s'engager dans l'armée.

La page précise aussi qu'il faut être âgé de 18 à 48 ans. Or, l'âge limite pour s'engager est de 30 ans.

Le site a rapidement été dénoncé par le ministère des Armées jeudi, puis a été fermé dans la journée.

**Derrière cette arnaque, plusieurs motivations possibles:**

- **Collecte de données personnelles** : Les informations récoltées pourraient être exploitées à des fins frauduleuses, comme l'usurpation d'identité ou le piratage informatique.
- **Diffusion de désinformation** : Le site pourrait servir à propager de fausses informations sur le conflit en Ukraine, manipulant l'opinion publique et semant la confusion.
- **Opération d'influence** : L'objectif pourrait être de déstabiliser le gouvernement français ou de nuire à l'image de l'armée.

**Comment se protéger ?**

- **Vérifiez l'URL du site.** Le site officiel du ministère des Armées est [www.defense.gouv.fr](http://www.defense.gouv.fr). Le faux site utilise une URL légèrement différente.
- **Méfiez-vous des sites qui vous demandent de fournir des informations personnelles sensibles.** Ne donnez jamais vos informations personnelles sur un site dont vous n'êtes pas sûr de la légitimité.
- **Ne cliquez sur aucun lien ou bouton suspect.** Si vous avez des doutes, ne cliquez pas.

M.A

# ARMEMENT

## ANALYSE DES SYSTÈMES DE DÉFENSE MOBILISÉS POUR CONTRECARRER L'ATTAQUE IRANIENNE

Dans la nuit du 13 au 14 avril, l'Iran a lancé 170 drones Shahed-136, 36 missiles de croisière et 110 missiles balistiques depuis son territoire en direction d'Israël. Cette offensive intervient en représailles à un raid attribué à Israël contre le consulat iranien à Damas, en Syrie, le 1er avril. Selon Daniel Hagari, porte-parole de Tsahal, 99 % de ces projectiles ont été interceptés, bien que quelques missiles balistiques aient atteint la région du Néguev, à proximité de la base de Nevatim, où sont stationnés des F-35I.



Israël s'est défendu grâce à un arsenal de systèmes de défense sophistiqués. Le Dôme de Fer a été déployé pour intercepter les roquettes et obus de mortier à courte portée. Le système Fronde de David a quant à lui été utilisé contre des menaces de portée moyenne à longue, incluant des missiles de croisière. Le système Arrow, conçu pour détruire des missiles balistiques à longue portée en haute altitude, a également joué un rôle crucial. La défense israélienne est renforcée par une flotte d'avions de combat, incluant des F-35I, F-15 et F-16, équipés de missiles air-air tels que les AIM-7M Sparrow, Python 5S, AIM-120 AMRAAM, et AIM-9 Sidewinder.



En outre, Israël bénéficie du soutien d'une coalition occidentale, avec des contributions notables des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France. Les États-Unis ont positionné deux destroyers en Méditerranée, l'USS Carney et le classe Arleigh Burke, qui ont joué un rôle clé dans la neutralisation de plusieurs missiles balistiques. Les escadrons de chasse 494e et 355e de l'armée américaine ont également été actifs dans la région. Le président Joe Biden a affirmé que le déploiement américain avait grandement contribué à aidé Israël à détruire presque tous les drones et missiles entrants.

Le Royaume-Uni a engagé ses Eurofighter Typhoon stationnés à Akrotiri, Chypre, pour appuyer l'effort de défense aérienne israélienne. La France, active dans la région dans le cadre de l'opération Chammal, a intercepté et neutralisé des drones iraniens au-dessus de l'Irak et de la Jordanie avec ses Rafale.

Ces mesures défensives ont efficacement neutralisé la riposte iranienne. Bien qu'Israël ait exprimé son intention de ne pas en rester là, les États-Unis appellent à éviter toute escalade supplémentaire, espérant que le conflit ne s'embrase pas plus dans le Moyen-Orient.

Loris Cornuault

# SOURCES

## • EUROPE

### ○ **L'armée allemande réformée**

- "L'Allemagne va réformer son armée pour se préparer à la guerre", Nick Alipour, euractiv, 05/04/2023
- "Allemagne: la Bundeswehr attend toujours d'être modernisée - l'Opinion", L. André, L'Opinion, 07/08/2023
- "Les forces allemandes compteront une quatrième branche, dédiée au « cyberspace »", Laurent Lagneau, Zone Militaire, 05/04/2024

### ○ **Elections en Croatie : Victoire conservatrice**

- "Support for Ukraine at stake as Croatia votes in parliamentary election", Jon Henley, The Guardian, 17/04/2024
- "The sharp-tongued president livening up Croatia's election", Guy Delauney, BBC, 17/04/2024
- "Législatives en Croatie : les conservateurs en tête, mais moins que prévu", Notre Temps, 17/04/2024

### ○ **Exacerbation des tensions entre la France et la Russie**

- "France/Russie : un coup de fil sous haute tension", France Info, 05/04/2024
- "Les déclarations d'Emmanuel Macron sur l'Ukraine divisent les Français", La Nouvelle République, 26/03/2024
- "Entre la France et la Russie, « nous sommes au plus bas » mais « les ponts ne sont pas coupés »", Jean de Gliniasty, IRIS, 05/04/2024

## • MOYEN-ORIENT

### ○ **L'Iran attaque Israël**

- "Renoncer à l'escalade au Proche-Orient", *Le Monde*, 16/04/2024
- "Des frappes attribuées à Israël détruisent un consulat iranien en Syrie, tuant plusieurs membres des gardiens de la révolution", *Le Monde avec AFP*, 02/04/2024
- "Après l'attaque de l'Iran sur Israël, une mobilisation internationale pour éviter un embrasement régional", Jean-Philippe Rémy, Hélène Sallon, Piotr Smolar, *Le Monde*, 16/04/2024
- "Attaque de l'Iran sur Israël : riposte ou désescalade, le dilemme du gouvernement de Nétanyahou", Louis Imbert, *Le Monde*, 16/04/2024

### ○ **Le dôme de fer : élément central de la stratégie défensive d'Israël**

- "Le Dôme de Fer, principal bouclier d'Israel contre missiles et roquettes", *France 24 avec AFP*, 14/04/2024
- "le Dôme de Fer : comment fonctionne le système de défense antimissile israélien", Aisling Ni Chulain, *EuroNews*, 23/03/23
- "Israel déploie pour la première fois son nouveau "Dôme de fer" des mers", *Arabnews*, 09/04/2024

### ○ **Des pluies torrentielles piègent les émirats du Golfe et paralysent Dubaï dans un chaos exceptionnel**

- "Pluies record à Dubaï : le trafic aérien perturbé et les autoroutes géantes toujours inondées, malgré le retour du soleil", *Le Monde*, 17/04/2024
- "Dubaï peine à se remettre des pluies record aux Emirats arabes unis", *Talek Harris, AFP*, 17/04/2024



# SOURCES

## • AFRIQUE

### ○ **Zambie : Des visages d'enfants marqués par la faim**

- RFI Zambie: "La faim touche plus d'un million d'enfants, alerte une ONG" (07/04/2024)
- Afrique Renouveau: "Zambie: la lutte contre "la faim invisible"" (Janvier 2007)
- Save the Children: "ZAMBIA"
- Perspective monde: "Zambie : la lutte contre la faim" (24/02/2022)
- Le Monde Afrique : "La Zambie demande plus de 900 millions de dollars pour faire face à la sécheresse" (17/04/2024)

### ○ **Un an de guerre au Soudan : Une conférence humanitaire organisée à Paris et un pays enfoncé dans la guerre civile.**

- Soudan : qui sont les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR) ? – TV5 Monde – 17/04/2023
- Le Soudan déchiré par une année de guerre – Elliott Brachet – Le Monde – 15/04/2024
- Au Soudan, une paix introuvable entre 2 généraux ennemis – Elliott Brachet – Le Monde – 8/02/2024
- Soudan : une guerre régionale qui s'internationalise – RFI – Stéphane Geneste – 16/04/2024
- Au Soudan, un an de guerre - FRANCE 24 – 15/04/2024

## • ASIE

### ○ **La junte militaire birmane perd de nouveau le contrôle d'une importante ville frontalière**

- « Blow for Myanmar's military as rebels say hundreds have surrendered at key border town », The Guardian, 09/04/2024
- « L'armée karen s'empare de Myawaddy, "une déroute humiliante" pour la junte birmane », Courrier International, 10/04/2024
- « La conscription obligatoire, une "voie vers la mort" qui provoque l'exode des jeunes Birmans », Courrier International, 14/04/2024
- « Attaques de drones sur Naypyidaw : "La ligne de front se rapproche de la capitale birmane" », Courrier International, 05/04/2024
- « Document d'information : Le port de Kyaukpyu au Myanmar », Issues, octobre 2024

### ○ **La Corée du Nord teste avec succès un missile hypersonique de longue portée**

- La Corée du Nord dit avoir testé un missile hypersonique de moyenne à longue portée, Le Monde, 03/04/2024
- Corée du Nord : nouveau test d'armement, un missile hypersonique de moyenne à longue portée tiré, Sud-Ouest, 03/04/2024
- La Corée du Nord affirme avoir testé un missile hypersonique de moyenne à longue portée, Le Télégramme, 03/04/2024
- HWASONGPO-16B : CE QUE L'ON SAIT DE CE NOUVEAU MISSILE TESTÉ PAR LA CORÉE DU NORD, CNEWS, 04/04/2024

### ○ **Les Philippines refusent d'étendre l'accès des États-Unis à leurs bases militaires**

- The Philippine president says he won't give US access to more local military bases, ABCNews, 15/04/2024
- Marcos Rules Out Giving US Access to More Philippine Military Bases, The Defense Post, 15/04/2024
- What's next for the US-Philippines basing agreement?, Leilani Chavez, Defense News, 05/02/2024
- Philippines says it will not grant US access to more bases, Voice of America, 15/04/2024

# SOURCES

## • AMÉRIQUES

### ○ Renforcement de la présence russe au Nicaragua

- "Nicaragua y Rusia suscriben un acuerdo de cooperación para la capacitación policial" Alberto López, *infodefensa*, 05/04/2024.
- "Acuerdo entre Rusia y Nicaragua augura una reingeniería de la Policía bajo el modelo ruso" *La prensa - Noticias de Nicaragua y el mundo*, 25/03/2024
- "Rusia adiestrará a la policía de Daniel Ortega y avanza en un sistema de inteligencia y espionaje en Nicaragua", Wilmar Iglesias, *infobae*, 31/03/2024

### ○ L'Équateur et le Mexique au cœur d'une crise diplomatique

- "Ce que l'on sait de la crise diplomatique entre l'Équateur et le Mexique", *La Croix*, 7/04/2024
- "L'Équateur dans la tourmente après le raid dans l'ambassade du Mexique à Quito", *Le Parisien*, 7/04/2024

### ○ La France et le Brésil renforcent leur partenariat dans le domaine de la défense et de l'armement

- "La Seprod du Brésil et la DGA de France créent un Comité d'armement pour élargir leur partenariat stratégique", par Roberto Caiafa, *Infodefensa*, 04/04/24
- "Le Brésil et la France étendent leur coopération dans le domaine de la défense et de l'armement", par Guilherme Wiltgen, *Defesa Aera & Naval*, 28/03/24
- "Le Brésil et la France signent une lettre d'intention dans le secteur de la défense", par Rédaction Technologie et Défense, *Tecnologia & Defesa*, 28/03/24
- "Relations France Brésil : Emmanuel Macron veut garder Lula dans le camp du raisonnable", par Matias Aarez, *Public Sénat*, 27/03/24

## • Cybersécurité

### ○ ENVIE DE COMBATTRE ENUKRAINE ? VÉRIFIEZ D'ABORD L'URL !

- "Cyber-sécurité : un faux site internet appelle les français à s'engager dans l'armée au côté de l'Ukraine", *France Info*, A.Boutet, 29/03/2024.
- Armée de Terre, Ministère des Armées

## • ARMEMENT

### ○ Analyse des Systèmes de Défense Mobilisés pour Contrecarrer l'Attaque Iranienne

- "All the US assets that helped repel Iran's attack on Israel", *Army Times*, Geoff Ziezulewicz and The Associated Press, 15/04/2024
- "Attaque de l'Iran : défense antiaérienne, alliés... comment « 99 % des tirs » sur Israël ont été interceptés", *Le Parisien*, Louis Valteau, 14/04/2024
- "La France a aidé Israël à se défendre contre une attaque massive lancée par l'Iran", *Opex360*, Laurent Lagneau, 14/04/2024



**SUIVEZ DEF'INSEEC SUR**

